

Vous êtes ici : [Vivre](#) » [Relations Homme-planète](#) » [Demain](#) » Quel monde pour demain ?

03 QUEL MONDE POUR DEMAIN ?

Notre modèle de développement actuel n'est pas durable : il pille les ressources de la Terre, pollue l'environnement, détruit la biodiversité de manière inquiétante et est fondé sur des inégalités criantes. Il est d'autant moins durable qu'il s'agit d'un modèle vécu par une minorité d'humains et impossible à généraliser au reste du monde. En 2050, la population mondiale atteindra probablement les 9,3 milliards d'individus. Comment nourrir tout ce monde et répondre à leurs envies de consommation, alors que les ressources se raréfient et que l'état de l'environnement se dégrade ?



Pour aborder le futur de manière sereine, nous devons répondre à un triple défi :

- satisfaire les besoins de base de 7 milliards d'êtres humains aujourd'hui et assurer une vie décente à chacun d'entre eux,
- sans épuiser les ressources non renouvelables ou mettre à mal les capacités de la planète à régénérer les ressources renouvelables,
- en évitant de dégrader davantage l'environnement voire en l'améliorant afin de léguer aux générations futures une planète viable.

Pour relever ce triple défi, il faut modifier nos manières d'utiliser les ressources, développer de nouveaux procédés de production, répartir les richesses autrement et faire le tout dans le respect de chacun. Bref, il faut inventer une nouvelle manière de vivre et repenser notre manière d'être sur Terre. Cela mobilise toute notre créativité et notre ingéniosité et demande à chacun de participer à sa manière.

C'est en réfléchissant à la meilleure manière de relever ce défi qu'est apparu le concept de **développement durable**.

I. QU'EST-CE QUE LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Dans le rapport « Notre avenir à tous » (aussi appelé « Rapport Brundtland »), commandité par les Nations Unies en 1987, on définit le développement durable comme suit :

« Le **développement durable** est un développement qui répond aux besoins des générations présentes, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. »

> Rapport Brundtland, 1987

Il s'agit de remplacer les modèles de production et de consommation actuels par de nouveaux modèles plus équitables et plus respectueux de l'environnement c'est-à-dire plus durables.

« Le développement durable (DD) doit être compris comme un développement à la fois :

- supportable pour les écosystèmes dans lesquels nous vivons, donc économe en ressources naturelles et aussi propre que possible ;
- viable, auto-suffisant à long terme, c'est-à-dire fondé sur des ressources renouvelables et autorisant une croissance économique riche en emplois, notamment là où les besoins essentiels ne sont pas couverts ;
- vivable pour les individus et les collectivités, donc orienté vers la cohésion sociale et l'accès pour tous à une haute qualité de vie.

Le DD est un compromis entre trois contradictions fondamentales :

- un compromis entre les intérêts des générations actuelles et ceux des générations futures ;
- un compromis Nord/Sud entre les pays industrialisés et les pays en développement ;
- un compromis entre les besoins des êtres humains et la préservation des écosystèmes (les habitats et les espèces). »

II. NAISSANCE ET ÉVOLUTION DU CONCEPT

À partir de 1972, le monde prend progressivement conscience des déséquilibres occasionnés par l'humanité. Un groupe de chercheurs et de scientifiques, le « Club de Rome », publie le rapport « **Halte à la croissance** » (aussi appelé « **Rapport Meadows** »), qui bouscule les certitudes. Ce rapport dénonce la dégradation inquiétante de l'environnement due à la production et à la consommation de masse. Pour la première fois depuis deux siècles, l'idée d'une croissance continue est mise en question.

La même année, est organisée la **Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm**. Lors de ce Sommet, on adopte une série de principes pour une gestion écologiquement rationnelle de l'environnement.

Cette « **Déclaration de Stockholm** » a placé les questions écologiques au rang des préoccupations internationales et a marqué le début d'un dialogue entre pays industrialisés et pays en développement concernant le lien qui existe entre la croissance économique, la pollution de la planète et le bien-être des peuples dans le monde entier.

Dans leurs conclusions, les Nations Unies et les chefs d'État affirment que : « *L'Homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes dans un environnement dont la qualité lui permet de vivre dans la dignité et le bien-être* ».

Une course s'engage alors entre la prise de conscience et l'aggravation de la crise écologique mondiale ; elle couvre la période 1972 à 1987.

« Chaque jour pendant lequel se poursuit la croissance exponentielle [...] rapproche notre écosystème mondial des limites ultimes de sa croissance. Décider de ne rien faire, c'est décider d'accroître le risque d'effondrement. »

Plus d'infos ?

> « *Halte à la croissance* »
Rapport du Club de Rome, 1972

Plusieurs grands accidents industriels donnent à réfléchir :

- 1976, Seveso, du nom d'une petite ville d'Italie, où a lieu une fuite de dioxine, un produit très toxique pour l'Homme.
- 1984, Bhopal en Inde, l'explosion d'une usine chimique fait 2 500 morts et 250 000 blessés.
- 1986, Tchernobyl, explosion d'une centrale nucléaire en Ukraine : des millions de personnes sont exposées au nuage radioactif qui survole la moitié de l'Europe, une énorme zone doit être évacuée autour de la centrale, le sol est contaminé pour plusieurs siècles.
- Plusieurs grandes marées noires déversent des dizaines voire des centaines de milliers de tonnes de pétrole et de fuel dans la mer et polluent les côtes parfois pour des années⁴².

Suite à plusieurs recherches scientifiques, on prend conscience des phénomènes suivants :

- la disparition progressive des forêts ;
- l'appauvrissement des sols fertiles et l'accélération du processus de désertification ;
- la pollution et la raréfaction de l'eau ;
- la diminution de la biodiversité ;
- l'épuisement des réserves d'énergie fossile ;
- l'amincissement de la couche d'ozone ;
- Le réchauffement climatique.

En 1987, la Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) publie le **Rapport Brundtland**, du nom de sa présidente et Premier Ministre de la Norvège, Gro Harlem Brundtland, intitulé « Notre avenir à tous » (**Our Common Future**). Ce rapport constate que les problèmes environnementaux les plus graves à l'échelle de la planète sont essentiellement dus à la grande pauvreté qui prévaut dans le Sud et aux modes de consommation et de production « non durables » pratiqués dans le Nord. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les 22 commissaires (dont 12 proviennent de pays en voie de développement, 6 des pays développés et 3 des pays de l'Est) s'entendent unanimement sur les causes fondamentales des problèmes du monde.

« La Terre est une ; le monde, lui ne l'est pas. Nous n'avons qu'une seule et unique biosphère pour nous faire vivre. Et pourtant, chaque communauté, chaque pays poursuit son petit bonhomme de chemin, soucieux de survivre et de prospérer, sans tenir compte des éventuelles conséquences de ses actes sur autrui. D'aucuns consomment les ressources de la planète à un rythme qui entame l'héritage des générations à venir. D'autres, bien plus nombreux, consomment peu, trop peu, et connaissent une vie marquée par la faim et la misère noire, la maladie et la mort prématurée ».

> « Notre avenir à tous »

Le Rapport Brundtland conclut qu'il faut réinventer un développement qui ne pénalise pas les générations futures, et donne une définition du développement durable qui fera référence.

« Le développement durable, c'est s'efforcer de répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations futures ; il ne s'agit en aucun cas de mettre fin à la croissance économique, au contraire. Inhérente à cette notion est la conviction que nous ne pourrions jamais résoudre les problèmes de pauvreté et de sous-développement si nous n'entrons pas dans une nouvelle période de croissance... ».

> « Notre avenir à tous »

Le bémol du rapport de Brundtland, c'est que les commissaires jugent impossible de dissocier développement durable et croissance économique alors que c'est précisément cette croissance qui met à mal la planète, brûle et gaspille les ressources non renouvelables et pollue les écosystèmes au profit d'une partie seulement de l'humanité.

En 1992, 20 ans après Stockholm, a lieu une autre conférence internationale : le **Sommet de la Terre à Rio**. Il réunit près de 4 000 représentants officiels de 173 pays et est suivi sur place (c'est une première !), par près de 40 000 représentants des mouvements de citoyens de la planète entière.

Lors de ce Sommet, l'économie est plus intimement liée à l'environnement et au développement des pays oubliés.

En 2002, se tient à Johannesburg en Afrique du Sud le **Sommet mondial sur le développement durable**. Dix ans après Rio, les États se retrouvent pour faire le point sur les progrès réalisés en matière de développement durable. Le bilan n'est pas favorable, trop peu de choses ont été faites : que ce soit sur le front de l'action menée de concert par les pays (de nombreux conflits et guerres continuent de semer la mort et la destruction) ou sur celui de la mise en oeuvre du concept dans chacun des pays. Les choses sont loin d'être enthousiasmantes et les indicateurs de dégradation de la planète et des conditions de vie virent au rouge.

À la fin du Sommet de Rio, 173 nations adoptent les textes suivants :

- **La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement**. Elle formule 27 principes pour un développement durable qui déterminent la façon d'appliquer des actions et mesures, et aident lors de la prise de décision à tous les niveaux de la société.
- **L'Agenda 21 (ou Plan d'Action 21)**. Il constitue un énorme catalogue de mesures qui devraient être prises dans le monde entier pour le 21^e siècle, pour parvenir à mettre en oeuvre le développement durable. Les mesures sont regroupées en 40 chapitres et touchent à tous les thèmes : la coopération internationale, la lutte contre la pauvreté, la modification des modes de consommation, la protection et la promotion de la santé, la lutte contre le déboisement, la participation des enfants, des jeunes, des femmes, etc. Les pays signataires s'engagent à traduire les idées de l'Agenda 21 dans des documents propres à chaque pays, appelés Agenda 21 locaux.
- **La Convention des Nations Unies sur la diversité biologique**, qui a pour but de protéger les espèces, leurs habitats et leur patrimoine génétique.
- **La Déclaration sur la désertification**, qui a pour but de lutter contre la sécheresse et ses conséquences surtout en Afrique.
- **La Déclaration sur la gestion, la conservation et l'exploitation de la forêt**, qui a pour but de mettre en place un système de gestion durable des forêts.
- **La Convention des Nations Unies sur les changements climatiques**, qui a pour but de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Ce texte servira de base au désormais célèbre « Protocole de Kyoto », signé en 1997 et entré en vigueur en 2005. Pour la première fois, les pays signataires s'engageront à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES).

Au niveau de la Belgique :

Le 5 mai 1997, le Gouvernement belge s'est doté de sa propre loi sur le développement durable, laquelle dit que « la réalisation (du développement durable) nécessite un processus de changements adaptant l'utilisation des ressources, l'affectation des investissements, le ciblage du développement technologique et les structures institutionnelles aux besoins tant actuels que futurs ».

Le 20 juillet 2000, le Conseil des Ministres a approuvé le Plan fédéral du développement durable, qui détermine les mesures à prendre au niveau fédéral en vue de la réalisation des objectifs de développement durable et indique les lignes directrices de la politique que le Gouvernement a l'intention de mettre en oeuvre.

En Belgique, de nombreuses compétences relèvent des Régions (par exemple, la protection de l'environnement, la politique des déchets, la gestion de l'eau). Chacune des Régions (wallonne, flamande et bruxelloise) s'est donc dotée de son propre plan de développement durable.

En 2012, se tient à Rio une nouvelle conférence des Nations Unies pour le développement durable, appelée Rio+20. Vingt ans après le Sommet de la Terre, cette conférence devait faire émerger des pistes d'actions concrètes et des engagements fermes des États membres. Mais sur fond de crise économique, les dirigeants des pays participants manquent sérieusement de volonté d'agir, et ce, malgré une importante

« L'humanité se trouve à un moment crucial de son histoire. Nous assistons actuellement à la perpétuation des disparités entre les nations et à l'intérieur des nations, à une aggravation de la pauvreté, de la faim, de l'état de santé et de l'analphabétisme, et à la détérioration continue des écosystèmes dont nous sommes tributaires pour notre bien-être. Mais si nous intégrons les questions d'environnement et de développement et si nous accordons une plus grande attention à ces questions, nous pourrions satisfaire les besoins fondamentaux, améliorer le niveau de vie pour tous, mieux protéger et mieux gérer les écosystèmes et assurer un avenir plus sûr et plus prospère. Aucun pays ne saurait réaliser tout cela à lui seul, mais la tâche est possible si nous oeuvrons tous ensemble dans le cadre d'un partenariat mondial pour le développement durable ».

Plus d'infos ?

> Voir la fiche info (cahier 4 : Outils)
« LA DÉCLARATION DE RIO »
pour voir la liste complète des 27 principes

Les dates clés du développement durable :

1972 : Rapport du Club de Rome « Halte à la croissance » et Sommet de Stockholm.

1983 : Création de la Commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED).

1987 : Rapport de la CNUED « Notre avenir à tous » connu sous le nom du Rapport Brundtland.

1992 : Sommet de la Terre à Rio de Janeiro (lancement du plan d'action Agenda 21).

mobilisation de la société civile. La conférence se clôture le 22 juin 2012 par la signature d'une déclaration intitulée « L'avenir que nous voulons ». Ce texte est vivement critiqué par les ONG qui qualifient ce compromis minimaliste sans ambition, sans engagements précis, sans agenda et sans objectifs chiffrés d'« échec épique ». Pour la Coalition belge Rio+20, le texte n'apporte pas de réponse concrète aux véritables défis de notre époque et met en péril le sort des générations futures : « Nos dirigeants repeignent la façade, alors que l'humanité a besoin de pompiers pour éteindre l'incendie et d'architectes pour construire un nouvel édifice ! ».

2002 : Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg (bilan 10 ans après la conférence de Rio).
2012 : Rio+20, Conférence des Nations Unies pour le développement durable à Rio.

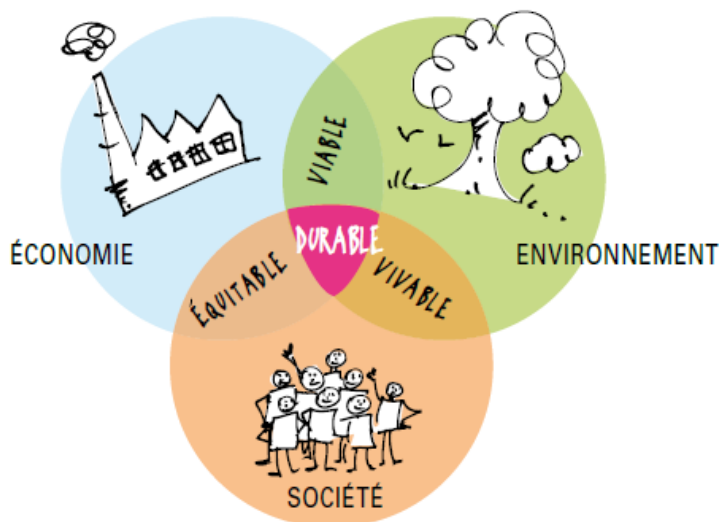
III.

LES 3 PILIERS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable repose sur le croisement de trois dimensions de la vie humaine, appelées piliers : l'économie, la société et l'environnement. Pour être durable, le développement futur de l'humanité devrait être :

- **SOCIALEMENT ÉQUITABLE**, c'est-à-dire qu'il ne laisse pas des millions d'Hommes sur le carreau (ni aujourd'hui, ni demain) ;
- **ÉCONOMIQUEMENT VIABLE**, c'est-à-dire qu'il puisse se faire sans étrangler les outils de production des biens nécessaires à la satisfaction des besoins de base de tous les humains (d'aujourd'hui et de demain) ;
- **ENVIRONNEMENTALEMENT VIVABLE**, c'est-à-dire qu'il ne se fasse pas en transformant la planète en poubelle pillée et ravagée.

Généralement, le développement durable est représenté par le schéma suivant :



LE SAVIEZ-VOUS ?

En anglais, on parle de développement soutenable (« sustainable development »). « Sustainable » signifie « supportable ».
 En français, on a traduit ce terme par « durable ». Cette traduction peut être source de confusion car la notion de « durabilité » renvoie habituellement à des choses qui « durent » mais qui ne sont pas nécessairement « durables » au sens de la définition du Rapport Brundtland. Pour cette raison, certaines personnes préfèrent parler de « développement soutenable », c'est-à-dire « qui peut être supporté par la planète ».

Le développement durable invite les responsables, les gouvernements et tous les citoyens du monde à **penser autrement**. Dorénavant, quand nous posons des actes et prenons des décisions, nous devons veiller à ce que les trois piliers soient pris en compte de la même manière. C'est seulement quand un acte posé, une décision prise ou un chantier entrepris prennent en compte l'équilibre entre les trois piliers, qu'ils peuvent être jugés **DURABLES**.

IV.

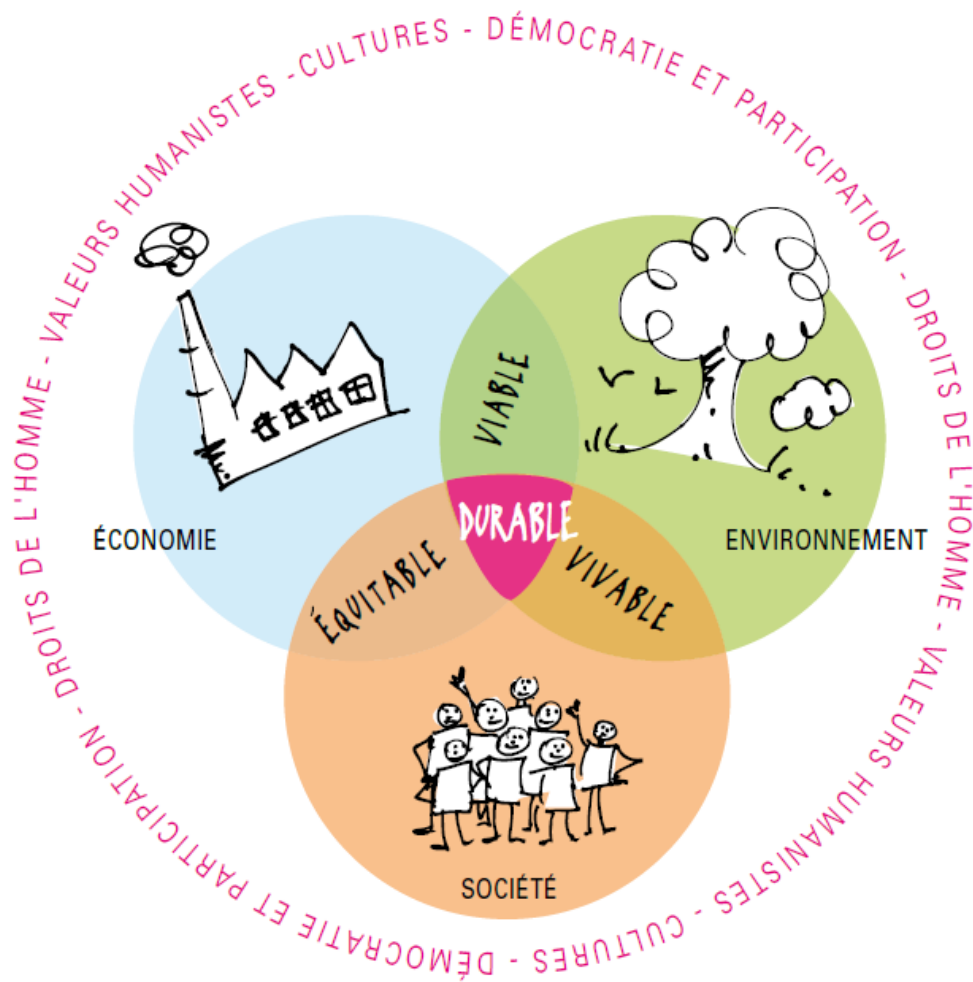
LE DD : 3 PILIERS SÛREMENT, MAIS OÙ EST LE MOTEUR ?

Le schéma que nous venons de présenter a oublié d'intégrer des éléments présents dans l'Agenda 21, comme l'insistance sur la démocratie et la participation de la population (et donc son éducation et son information) et le respect et la promotion des droits de l'Homme et des cultures.

Car, à côté de la beauté de la biodiversité de la planète, il y a encore mieux : l'extraordinaire diversité des cultures imaginées par les Hommes.

Il faut donc confier aux citoyens du monde le soin de l'avenir de la planète et de l'humanité. Ce sont eux les moteurs !

Pour avoir toujours cet objectif sous les yeux, nous proposons donc de modifier le schéma ci-contre afin d'intégrer cette dimension.



La question ultime que nous devons nous poser est :
comment faire du développement durable
un outil de promotion de l'humanité présente et future ?

Imprimer

Vous êtes ici : [Vivre](#) » [Relations Homme-planète](#) » [Demain](#) » [Stratégies pour un avenir durable](#)

3.1 STRATÉGIES POUR UN AVENIR DURABLE

I. UN MONDE ÉCONOMIQUEMENT VIABLE



Un monde économiquement viable est un monde qui :

- produit les biens nécessaires afin de répondre aux besoins de ses habitants ;
- crée de l'emploi ;
- rémunère correctement ses travailleurs, afin que leur salaire leur permette de répondre à leurs besoins ;
- propose des conditions de travail décentes, afin qu'elles ne mettent pas en péril la santé des travailleurs ;
- produit suffisamment de biens pour répondre aux besoins de l'ensemble de l'humanité ;
- ne crée pas des besoins superflus dans le seul but d'augmenter la consommation ;
- est économe en ressources naturelles et en matières premières ;
- ne pollue pas l'environnement ;
- crée des produits économes en ressources et en matières premières et qui ne génèrent pas de pollution tout au long de leur cycle de vie ;
- met à disposition de chaque être humain les infrastructures nécessaires afin de réduire son empreinte écologique (transports en commun, énergies renouvelables, etc.) à un prix abordable ;
- est sans corruption et sans spéculation ;
- etc.

1. Repenser notre modèle économique

Notre modèle économique actuel n'est pas durable, puisqu'il mobilise 80 % des ressources de la planète, pour répondre aux besoins de seulement 20 % de la population mondiale. Qu'en est-il du reste de la population ? Comment répondre à leurs besoins ? Où trouver les ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins sans détruire davantage l'environnement ?

Un certain désaccord règne aujourd'hui, sur la forme que prendra le modèle économique de demain qui devra répondre aux besoins de tous.

Certains mettent en avant le modèle existant. Pour eux, la **croissance économique** permet de réduire la pauvreté et freine ainsi la croissance démographique. En même temps, elle permet de financer la recherche et le développement de nouvelles technologies qui utilisent moins de ressources et polluent moins. Selon ces théories, il faudrait donc étendre notre modèle économique actuel au monde entier et encourager la croissance afin que chaque être humain atteigne le niveau de développement actuel des habitants des pays industrialisés. Les problèmes écologiques actuels seraient résolus par des **solutions techniques**.

Il s'agit d'un modèle développé dans les pays du Nord, fondé depuis ses origines sur l'exploitation des ressources et de la main-d'oeuvre du Sud. Étant donné que notre planète est un système fini, avec un stock de ressources limité, un modèle économique basé sur la croissance est par définition voué à l'échec, car il butera tôt ou tard contre les limites de la planète.

D'autres mettent en doute ce modèle, comme le faisait déjà de manière très prophétique le Club de Rome en 1972. Il s'agit, par exemple, des adeptes de la **simplicité volontaire** ou de la **décroissance soutenable**. Selon eux, la croissance a toujours provoqué une augmentation de la demande en ressources et approfondi le fossé entre riches et pauvres.

Il faut donc redéfinir le modèle économique, le dissocier de l'idée de croissance et le recentrer sur son objectif premier : produire les biens nécessaires pour répondre aux besoins de base de l'ensemble des êtres humains plutôt que générer l'enrichissement sans fin d'une minorité. Ces courants proposent un **autre modèle de société qui serait basé sur une répartition plus juste des ressources** : réduire la consommation dans les pays riches afin d'augmenter la part des pays pauvres. En même temps, ils encouragent une réflexion sur la notion de bien-être. Ne faudrait-il pas l'orienter vers la qualité (vivre mieux) plutôt que vers la quantité (accumuler des biens) ? Ils nous poussent à remettre en question nos habitudes et à vivre plus simplement.

La croissance rend-elle heureux ?

Une **étude américaine** a montré que le sentiment de bien-être éprouvé par la population américaine stagne depuis 1950. Si on compare les pays riches et les pays pauvres, on peut constater que dans les pays pauvres, le sentiment de bien-être augmente quand le revenu augmente, et ce jusqu'à ce que les besoins de base soient satisfaits. À partir d'un revenu annuel de 10 000 \$US, cette tendance ralentit et à partir d'un revenu annuel de 20 000

\$US, on ne constate plus de corrélation entre revenu et bien-être. On peut conclure de ces résultats, que tant que les besoins de base (nourriture, habitat, vêtements) ne sont pas satisfaits, la croissance économique est bénéfique pour le bien-être humain. Ensuite, elle atteint rapidement une frontière où les retombées négatives de la croissance dépassent ses bienfaits.

Cela s'explique par deux raisons.

- Les nombreux biens de consommation, que notre société industrialisée produit, ne nous rendent pas plus heureux, car on s'y habitue rapidement. Ce qui était considéré comme du luxe, il y a 20 ou 30 ans (un poste de télévision, une voiture, un voyage en avion), va aujourd'hui de soi.
- Comme le montre la pyramide de Maslow (voir page 44), le bien-être n'est pas seulement déterminé par la satisfaction des besoins de base, mais d'autres besoins s'y ajoutent. Il s'agit des besoins de la reconnaissance sociale, de l'appréciation positive des autres et du besoin de réalisation de soi. La consommation ne permet pas de satisfaire ces besoins-là. Les rapports humains et un rôle utile au sein de la société ne s'achètent pas.

2. Améliorer les conditions de travail dans le monde

Le Nord doit consommer moins et payer des prix plus justes pour les matières premières et les produits qu'il importe du Sud. Rémunérer de manière correcte les travailleurs des pays pauvres, améliorer leurs conditions de travail, favoriser l'accès à l'école et aux soins de santé assurera un réel développement. Permettre au Sud de se développer, en évitant les erreurs commises par le Nord, et en misant sur les technologies propres et économes en ressources, voilà le vrai défi.

Différentes approches pour améliorer les conditions de travail existent. La plus connue d'entre elles est le commerce équitable. Cette logique consiste à proposer à ces communautés du Sud de commercialiser leurs produits dans les pays du Nord, en leur garantissant une demande constante, une rémunération juste et le respect des conditions de travail. Ainsi, les communautés pauvres troquent leur statut de bénéficiaires d'aide contre celui de partenaires commerciaux.

Pour éviter l'exploitation des travailleurs dans le monde, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a développé le concept de « **travail décent** ». Le travail décent garantit des moyens suffisants pour satisfaire les besoins humains essentiels. Il implique un revenu décent, la liberté de s'organiser, le droit à la protection sociale, l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, l'abolition effective du travail des enfants, l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

La **Fair Labour Association** (FLA) est une organisation non gouvernementale, créée en 1998, réunissant industriels, associations d'aide au développement et universités afin de promouvoir les principes de l'OIT et de participer à l'amélioration des conditions de travail dans le monde. Elle réalise des audits sociaux afin de s'assurer que le code de conduite qu'elle a mis au point avec ses membres est respecté dans les usines et chez leurs fournisseurs.

En Belgique, le CNCD (Centre National de la Coopération au Développement) mène, depuis 2008, une campagne pour le travail décent intitulé « les travailleurs ne sont pas des outils ».

II. UN MONDE

SOCIALEMENT ÉQUITABLE

Un monde socialement équitable est un monde qui :

- répond aux besoins de base de chaque être humain (nourriture, habitat, vêtements, contacts sociaux, épanouissement personnel).
- réduit les inégalités sociales entre les humains.
- permet à chacun d'avoir accès au savoir.
- permet à chacun d'avoir accès aux soins de santé.
- donne à chacun les mêmes opportunités, sans distinction en fonction de son appartenance ethnique, de son sexe, de ses croyances, de son âge, de son état physique...
- garantit les droits de l'Homme.
- permet à chacun de s'épanouir.
- assure à chacun un accès suffisant aux ressources de base (eau potable, énergie, alimentation, habitat).
- etc.

1. Réduire la pauvreté et les inégalités

Bien que nous produisons aujourd'hui plus que jamais qu'auparavant, les inégalités s'accroissent. À quoi sert de produire davantage si nous sommes moins nombreux à pouvoir en profiter ?

Tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut réduire la pauvreté et les inégalités dans le monde. Mais comment faut-il s'y prendre ? Dans l'objectif de répondre à cette question, l'ONU a organisé, en septembre 2000 à New York, le Sommet du Millénaire. Ce fut la plus grande rencontre de chefs d'État jamais tenue dans le monde. À l'issue de ce sommet une déclaration

« Vivre plus
simplement,
pour que d'autres
puissent
tout simplement
vivre »

> Mahatma Gandhi (1869-1948)

Plus d'infos ?

> Voir la fiche info (cahier 4 : Outils)
« **LE COMMERCE ÉQUITABLE** »

Plus d'infos ?

> Voir la fiche info (cahier 4 : Outils)
« **LES CONDITIONS DE TRAVAIL** »

Plus d'infos ?

> **Les Objectifs du millénaire, consultez le site des Nations Unies**

fut signée par les États membres de l'ONU qui fixe les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ce sont huit objectifs ambitieux, mais réalisables qui indiquent la voie à suivre par la Communauté internationale pour faire reculer l'extrême pauvreté d'ici 2015.

Les huit objectifs du millénaire pour le développement :

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim
- Assurer l'éducation primaire pour tous
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Réduire la mortalité infantile
- Améliorer la santé maternelle
- Combattre les VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies
- Préserver l'environnement
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Pour chacun des objectifs, des cibles à atteindre dans des délais précis ont été fixées afin de mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Aujourd'hui, malgré de nombreux progrès réalisés dans différents domaines, on est encore loin d'atteindre ces objectifs. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a récemment demandé aux pays riches et pauvres d'intensifier leurs efforts et de respecter les engagements pris.

Au-delà des objectifs du millénaire, de nombreuses initiatives se battent pour améliorer les conditions de vie des populations du Sud à travers des projets locaux de développement. Ce sont généralement des associations ou des ONG (Organisations Non Gouvernementales) de développement qui réalisent ces projets grâce aux donations de leurs membres et du large public et parfois avec un soutien de fonds publics. En plus de ces initiatives citoyennes, l'État belge réalise des projets de coopération technique dans une vingtaine de pays du Sud à travers l'agence belge de coopération au développement (CTB, Coopération Technique Belge).

D'autres associations sont persuadées que la solution se trouve plutôt dans une autre répartition des richesses. Une de ces initiatives vise à s'attaquer au fond du problème et milite pour l'annulation de la dette du Tiers monde.

2. Respecter les droits de l'Homme pour tous

Malgré le fait que la Déclaration universelle des droits de l'Homme a été adoptée en 1948, les droits de l'Homme sont bafoués tous les jours un peu partout dans le monde. Pour remédier à ce problème, l'ONU a créé en 2006 le Conseil des droits de l'Homme. Ce conseil a mis en place un mécanisme d'évaluation qui permet d'étudier la situation des droits de l'Homme dans chaque pays et ensuite de formuler des recommandations ou un projet de résolution.

Il existe d'autres organisations qui luttent pour le respect des droits de l'Homme, comme Amnesty International, qui milite pour la libération des prisonniers politiques et contre la torture et la peine de mort, ou comme **la Ligue des Droits de l'Homme**.

III.

UN MONDE ENVIRONNEMENTALEMENT

VIVABLE

Un monde environnementalement viable est un monde qui :

- consomme peu de ressources (matières premières, eau, énergie) ;
- privilégie les ressources renouvelables et issues d'une exploitation durable ;
- recycle les ressources non renouvelables ;
- maintient ou améliore la qualité de l'eau, de l'air et du sol ;
- protège les terres arables ;
- réduit la déforestation ;
- prévient l'érosion et la désertification ;
- respecte et protège la biodiversité et les écosystèmes, partout sur la planète ;
- réduit les émissions de gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement climatique ;
- évite l'utilisation de produits dangereux pour l'environnement et la santé humaine ;
- réduit la production de déchets ;
- etc.

1. Préserver les ressources de la planète

Les modes de production industrielle ont provoqué une prospérité matérielle sans égale pour la partie riche de la population. Mais en même temps, ils ont provoqué une consommation des ressources dans des proportions jamais connues. Les conséquences écologiques et la production des déchets qui en résultent dépassent aujourd'hui les capacités de régénération de l'écosystème de la Terre.

Si nous voulons préserver les ressources de la planète, nous devons modifier notre manière de les considérer et de les traiter. Les ressources ne sont pas des matières que la nature met gratuitement à notre disposition en quantités illimitées pour que nous les transformions en

Plus d'infos ?

> *Les activités des ONG consultez le site de la Fédération francophone et germanophone des Associations de Coopération au Développement (ACODEV) et le site de la Coopération Technique Belge*

Plus d'infos ?

> *La dette du Tiers monde voir le site Internet du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers monde (CADTM)*

« Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Premier article de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Plus d'infos ?

> www.amnesty.be
> www.liguedh.be

merchandises, mais des matières précieuses, qui nous permettent de créer les biens dont nous dépendons pour vivre. Nous devrions donc les utiliser avec parcimonie afin de les faire durer le plus longtemps possible.

Une gestion durable des ressources se fait en quatre étapes :

1. **Réduire** la consommation des ressources (matières premières, eau, énergie...) incorporées dans les produits et ainsi réduire les quantités à recycler en fin de vie.
2. **Remplacer** les ressources non renouvelables par les ressources renouvelables.
3. **Réutiliser** les matières premières ou ressources afin d'éviter qu'elles ne deviennent un déchet et afin d'éviter la consommation de nouvelles matières premières ou ressources.
4. **Recycler** les matières premières ou utiliser des matériaux recyclés. Le bénéfice est important : protection des ressources, réduction des déchets et création d'emplois.

Le recyclage est moins efficace que la réutilisation, car il consomme plus d'énergie et dégrade les propriétés des matériaux. La démarche en 4 étapes s'applique donc de manière progressive. D'abord, on essaie de réduire la consommation à la base. Si cela n'est pas possible, on veille à utiliser des ressources renouvelables, ensuite, on essaie de réutiliser, et enfin, de recycler.

Cette démarche en 4 étapes se base sur le « **principe des 3R** ». Les 3R sont une abréviation pour l'adage « Réduire, Réutiliser, Recycler ». Avec le temps, on a ajouté un quatrième R pour « Remplacer » qui signifie qu'il faut remplacer des ressources fossiles et non renouvelables par des ressources qui sont renouvelables et gérées de manière durable.

Le « principe des 3R » a initialement été développé dans le cadre de la gestion des déchets. Il s'agissait d'un modèle circulaire dans lequel chaque déchet était transformé en matière première. Mais vu que chaque objet devient un jour un déchet et que la fabrication de chaque objet génère des déchets, ce principe est aujourd'hui utilisé également pour la gestion durable des ressources et des matières premières.

Ce principe s'adresse aux entreprises afin qu'elles l'intègrent dans leur processus de fabrication, mais peut aussi être adapté à la consommation individuelle. Ainsi, chacun peut l'appliquer dans la vie quotidienne.

puce Première étape :
Consommer moins de ressources

Deux stratégies qui se complètent :

- **Réduire nos besoins**
Pour réduire nos besoins, nous devons remettre en question nos habitudes de production et de consommation, nous concentrer sur l'essentiel, éviter le superflu et éliminer tous les achats inutiles.
- **Augmenter le rendement des ressources**
Les ressources sont à la base de toute production économique. Seule une fraction de ces ressources se retrouve dans le bien final. La plus grande part se transforme en déchets de production et est ainsi gaspillée.

Une des voies vers une gestion durable des ressources est leur utilisation rationnelle.

Pour les industries et les entreprises, il existe ce qu'on appelle l'éco-conception qui permet de fabriquer le même produit en utilisant moins de ressources (matières premières, énergie, eau...), ceci grâce à des procédés de fabrication et des matériaux innovants qui tiennent compte de l'ensemble du cycle de vie d'un produit.

Pour le consommateur, il est beaucoup plus difficile d'économiser les ressources, car nous ne fabriquons pas les produits que nous achetons. Toutefois, de la qualité de nos achats dépend une partie de l'économie possible des ressources. Nous pouvons aussi adopter des comportements plus réfléchis pour économiser les ressources à petite échelle dans la vie quotidienne. Nous pouvons adopter les gestes d'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'eau à la maison ou opter pour une mobilité douce (choisir les moyens de transport en commun, le covoiturage, le vélo ou la marche).

puce Deuxième étape :
Remplacer les ressources non renouvelables par des ressources renouvelables

Dans le monde industriel, c'est devenu une pratique courante grâce au progrès technologique. Ainsi, dans le secteur de la construction, il est possible d'utiliser des matériaux naturels et renouvelables comme le bois, le chanvre, la paille... à la place de matériaux minéraux non renouvelables. L'industrie du plastique tente de remplacer le pétrole comme matière première par des matières premières renouvelables comme le maïs.

Comme citoyen nous pouvons faire de même : choisir d'isoler sa maison avec de la laine de chanvre ou de la cellulose (papier recyclé) à la place de laines minérales (laine de verre ou de roche) ; souscrire un contrat avec un fournisseur d'électricité verte produite à partir d'énergies renouvelables ; récupérer l'eau de pluie pour arroser le potager et alimenter les WC et la machine à laver ; etc.

Mais attention, une exploitation trop intensive des ressources renouvelables peut aussi mener à leur épuisement. Pour l'industrie ainsi que pour les consommateurs mieux vaut utiliser des ressources issues d'une gestion durable. On parle d'une gestion durable des ressources, quand

LE SAVIEZ-VOUS ?

- Chaque kilo de produit industriel nécessite 30 kilos de ressources naturelles en moyenne.
- Chaque année, près de 100 tonnes de ressources non renouvelables, auxquelles s'ajoutent plus de 500 tonnes d'eau douce, sont consommées en moyenne par personne pour maintenir l'actuel style de vie des pays industrialisés, c'est-à-dire 30 à 50 fois plus que ce qui est disponible dans les pays les plus pauvres.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Réseau Éco-consommation présente tous les mois dans sa newsletter l'objet inutile du mois.

Plus d'infos ?

> Abonnez-vous à la newsletter sur www.ecoconso.be

Plus d'infos ?

> Voir la fiche info (cahier 4 : Outils)
« L'ÉCO-CONCEPTION D'UN PRODUIT OU D'UN SERVICE »

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le bois est un matériau renouvelable, mais s'il provient d'une exploitation non durable qui se contente de couper des arbres, cela

L'Homme ou la nature n'en prélèvent que les quantités générées par nature. Le terme « gestion durable » provient initialement de la sylviculture, où il signifie qu'on prélève uniquement une quantité de bois correspondant au taux de renouvellement naturel. Ainsi, la forêt n'est jamais rasée entièrement et peut se régénérer d'elle-même.

Aujourd'hui, on peut étendre le terme de gestion durable à tous les domaines de la vie, car il s'agit de gérer les ressources de la planète de manière parcimonieuse afin de les préserver pour les générations futures.

puceTroisième étape :
Réutiliser les matières premières ou ressources

Les matières premières utilisées dans les procédés de fabrication ne se retrouvent jamais dans le produit fini ou sont jetées après un seul usage. Pour éviter ce gaspillage, on peut par exemple réutiliser les emballages (transformer un carton à chaussures en boîte de rangement, récupérer les bocaux en verre pour y stocker des aliments...). Dans l'industrie, les chutes de production ou les pièces ratées sont de plus en plus souvent réintégrées dans le processus de fabrication.

puceQuatrième étape :
Valoriser les ressources en recyclant les déchets

Le recyclage permet de récupérer (au moins en partie) les matières premières contenues dans les objets. Ces matières sont réutilisées dans la fabrication de nouveaux produits. On parle alors de matières premières secondaires.

L'emploi de matières premières secondaires évite l'exploitation de nouvelles matières premières (dites matières premières primaires) et épargne ainsi une partie des autres ressources (eau, énergie, adjuvants...) utilisées lors de leur exploitation, traitement et transport.

2. Préserver l'environnement

Toutes les activités humaines ont un impact sur l'environnement. Vouloir éliminer complètement ces impacts est donc illusoire. Voyons plutôt comment les réduire au maximum.

Pour ce faire, il faut adopter une démarche en trois étapes :

1. **Prévenir** les dégradations et les pollutions à la source.
2. **Réduire** les dégradations et les pollutions et les risques qui y sont liés.
3. **Traiter** les dégradations et les pollutions et réparer les dégâts causés.

pucePremière étape :
La prévention

Voici quelques exemples :

- Utiliser des produits non polluants, fabriqués d'une manière plus respectueuse pour l'environnement, ou issus de matières recyclées.
- Encourager des techniques respectueuses de l'environnement comme la gestion durable des forêts ou l'agriculture et l'aquaculture biologiques.
- Préserver les zones naturelles et la biodiversité afin de protéger le « capital naturel » de la planète, par la création et le respect de zones protégées et de parcs naturels.
- Respecter les animaux sauvages et les zones naturelles. Par exemple, respecter les interdictions de circulation dans les forêts et tenir son chien en laisse ou éviter de faire du kayak quand le niveau des rivières est bas.

puceDeuxième étape :
La réduction

Voici quelques exemples :

- Réduire la dispersion de produits nocifs dans l'environnement en équipant les procédés de fabrication et les véhicules d'un filtre qui capture les émissions avant qu'elles ne polluent l'air, récolter l'eau usée et l'épurer avant qu'elle ne réintègre le cycle naturel de l'eau, etc.
- Remplacer un produit dangereux par un produit moins dangereux et réduire ainsi le risque de pollution.

puceTroisième étape :
Le traitement des pollutions

Il s'impose quand les dégâts ont eu lieu. Voici quelques exemples :

- Effectuer des travaux d'assainissement des zones côtières après une marée noire ou replanter des arbres.
- Traiter les fuites de produits dangereux en faisant appel à une entreprise spécialisée.
- Assainir les anciens sites industriels et les parcelles pollués par des activités humaines lors de leur cessation (garages, usines, dépôts, lieux de stockage, etc.)

Dans cette démarche, la première étape (la prévention) est la plus importante car elle évite tout risque ultérieur. La dernière (la réhabilitation ou le traitement) est la plus difficile à réaliser et coûte extrêmement cher.

provoque la déforestation avec tous les inconvénients qui y sont liés. Seul le bois provenant d'exploitations durables (labellisé FSC ou PEFC), où on replante un arbre pour chaque arbre coupé et où on exploite une forêt au rythme de sa croissance naturelle, devrait donc être utilisé à grande échelle.

Plus d'infos ?

> Voir la fiche info (cahier 4 : Outils)

« LES LOGOS ET PICTOGRAMMES »

Plus d'infos ?

> Voir la fiche info (cahier 4 : Outils)

« LA STRATÉGIE DU FACTEUR 10 »

IV. UN MONDE DÉMOCRATIQUEMENT ADMINISTRÉ PAR LA COMMUNAUTÉ DES HUMAINS

Un monde démocratiquement administré est un monde qui :

- assure l'éducation de base à tous les humains et la possibilité d'une formation tout au long de la vie.
- assure l'accès de chacun à l'information sur l'ensemble des domaines qui le concernent.
- accorde une attention particulière aux plus fragiles, au plus faibles, aux personnes victimes d'handicaps et de maladies, aux victimes des conflits et des catastrophes naturelles.
- crée un cadre permettant à chaque culture de s'exprimer, de se développer et de communiquer avec les autres.
- permet à chacun de développer son système de valeurs, ses références philosophiques dans le respect des autres.
- organise des structures étatiques démocratiques efficaces et contrôlées.
- met en place des structures permettant la prévention et la résolution des conflits entre les peuples.
- s'engage dans des processus de désarmement.
- s'engage dans de réels projets de solidarité qui permettent à chaque population de développer son cadre de vie pour ne pas être contrainte à l'émigration.
- etc.

Comme nous l'avons évoqué au chapitre précédent, le moteur du développement durable doit être et rester la communauté des humains. On ne peut pas imaginer confier l'avenir de l'Homme aux seuls spécialistes de l'environnement, de l'économie et aux gouvernements.

Demain est l'affaire de toutes et de tous !

Les choix que nous devons faire aujourd'hui sont tellement importants, comme va nous le montrer le chapitre suivant, que le plus grand nombre possible d'hommes et de femmes de tous les continents vont devoir y participer tout au long de leur vie.

- comme enfant et jeune à l'école
- comme étudiant(e) dans les écoles supérieures et universités
- comme parent et citoyen
- comme travailleur, technicien, ingénieur et tous les métiers possibles (mécanicien, menuisier, maçon électricien, dessinateur, chauffeur, couturier, vendeur, comptable, hôtelier, cuisinier, puériculteur, enseignant, infirmier, aide-soignant, agriculteur, jardinier, assistant social...)

Une place et un rôle pour chacune et chacun !

Imprimer

Vous êtes ici : [Vivre](#) » [Relations Homme-planète](#) » [Demain](#) » [Passer à l'action](#)

3.2. PASSER À L'ACTION

I. APPRENDRE À SE POSER LES BONNES QUESTIONS

Intégrer les principes du développement durable au quotidien nous invite à repenser notre mode de vie – nos habitudes, nos pratiques, nos projets. Il ne s'agit pas de trouver un compromis entre les trois piliers du développement durable (l'économie, l'écologie et le social) en privilégiant parfois l'un parfois l'autre, mais d'intégrer les trois piliers dans une nouvelle approche qu'on pourrait résumer ainsi : **viser la qualité pour tous plutôt que la quantité pour un petit nombre.**

Notre responsabilité individuelle est engagée. Le développement durable est une attitude, un regard critique permanent sur nos pratiques et nos certitudes quotidiennes. Il vise trois finalités :

- Conserver ou atteindre un bien-être pour chaque habitant de la planète. Ceci implique de définir le bien-être autrement : en tant que « qualité de vie » plutôt que « accumulation des biens et richesses ».
- Progresser dans notre aptitude à vivre de manière plus solidaire avec nos voisins et les autres habitants de la planète. Nous ne sommes pas les seuls locataires de la Terre et les autres êtres vivants ont les mêmes droits que nous de vivre sur cette planète et de profiter de ses richesses.
- Progresser dans notre aptitude à vivre plus en harmonie avec notre environnement naturel en se rappelant que chacun de nous est locataire de la planète pour un temps et que personne n'a le droit de détruire ce milieu de vie extraordinaire.

Au fond, nous devons développer de nouvelles compétences sociales, environnementales et citoyennes.

Ceci implique qu'à chaque fois que nous posons un acte (travailler, produire, consommer, se déplacer, se nourrir...) nous nous posons quelques questions essentielles, afin de détecter les pratiques les plus responsables à l'égard de la planète et de l'humanité actuelle et future.

Voici quelques questions types :

EST-CE QUE POSER CET ACTE...

ENVIRONNEMENT	SOCIAL	ECONOMIE
gaspille des ressources naturelles ?	participe au confort et à mon épanouissement personnel ?	économise les ressources ?
génère des déchets ?	altère la vie sociale ?	crée ou détruit de l'emploi ?
pollue ou risque de le polluer ?	empêche le développement d'autres populations (santé, connaissances, développement...) ?	génère du revenu correctement réparti ?
constitue une menace pour les autres espèces ?	est contraire au respect des droits de l'Homme ?	assure le développement des travailleurs et des producteurs ?
renforce le changement climatique ?	contribue à l'exploitation des gens du Sud ?	a un bon rapport qualité/prix ?
est mauvais pour la santé ?	est contraire au respect de la culture et de la vie quotidienne d'autres populations ?	permet une économie d'argent à l'achat et/ou sur le long terme ?

II. CHACUN PEUT AGIR À SON NIVEAU

Le développement durable vise à satisfaire les besoins de base de chacun et d'y répondre de la manière la plus adéquate tout en préservant les droits des Hommes à venir. Un bel idéal, qui – en réalité – n'est pas facile à concilier avec les intérêts et les attentes de 7 milliards d'Hommes (et nous ne parlons même pas ici de ceux des millions d'autres espèces qui peuplent la planète).



Le développement durable est donc un idéal vers lequel nous devons tendre. Pour se rapprocher le plus possible de cet idéal, chacun doit y mettre du sien et contribuer à imaginer des solutions nouvelles pour un avenir plus équitable et plus juste. Une planète plus propre et plus belle, une économie plus soucieuse de satisfaire les besoins de base de chacun plutôt que les désirs superflus d'une minorité ! Le défi est énorme et pour le relever, nous devons agir tous ensemble... et maintenant !

Voici un tour rapide des actions possibles :

puceLe pouvoir politique peut :

- agir au niveau des lois, des règlements, des normes techniques et de qualité concernant les produits ou les modes de fabrication, dont le non-respect peut être assorti de sanctions diverses.
- inciter ou contraindre les entreprises et les particuliers à adopter des comportements plus durables via des instruments économiques qui pénalisent les produits ou les comportements non-durables (ex. : les éco-taxes) ou favorisent ceux qui le sont (ex. : les incitants financiers).

puceLes pouvoirs publics peuvent :

- informer les citoyens et les entreprises en diffusant des rapports sur l'état de l'environnement ;
- augmenter les moyens consacrés à la recherche scientifique, aux améliorations techniques et à l'éducation au DD ;
- renforcer le rôle des associations et des réseaux qui travaillent à une meilleure compréhension des mécanismes du commerce mondial ;
- travailler à renforcer des normes et des règlements qui font une place croissante à l'environnement, à l'économie des ressources et aux droits des populations des pays producteurs (droits liés au travail, droits sociaux, sécurité sociale...);
- systématiser l'information des citoyens ;
- renforcer les règles de transparence sur les étiquettes des produits (conditions sociales et environnementales de production, présence de résidus chimiques, toxicité, impacts sur le climat ou la santé, etc.) ;
- réorienter les financements publics vers des modes de production agricole et industrielle respectueux des écosystèmes ;
- concevoir des labels clairs et exigeants, contrôlés pour que les citoyens puissent poser des choix éclairés et responsables ;
- renforcer les moyens consacrés à la recherche scientifique et l'orienter vers des programmes utiles à l'Homme et à l'avenir ;
- interdire la commercialisation de biens dangereux, inutiles ou gaspilleurs de ressources ;
- consacrer des moyens pour remédier aux dégâts occasionnés.

puceLe secteur de l'industrie et les entreprises peuvent :

- améliorer les processus de fabrication afin de consommer moins de ressources ;
- diminuer les rejets dans l'environnement et limiter la production de déchets ;
- assurer de bonnes conditions de travail pour leurs employés ;
- respecter (ou aller au-delà de) la législation au niveau de la protection de la santé des travailleurs ;
- initier un système de management environnemental ;
- améliorer la durée de vie des biens, prévoir leur « réparabilité » ;
- innover au niveau de l'éco-conception ;
- développer la participation des travailleurs (ouvriers, employés et fonctionnaires) à la gestion, à la recherche des meilleures solutions humaines et techniques.
- fournir des écobilans.

puceLes scientifiques peuvent :

- identifier les problèmes et évaluer l'impact des réponses qui pourraient y être apportées ;
- contribuer à développer des solutions innovantes aux problèmes qui se posent ;
- contribuer à développer de nouveaux procédés de fabrication ;
- contribuer à développer les sources d'énergie renouvelables ;
- rendre accessible leurs travaux et découvertes au plus grand nombre.

puceLes associations peuvent :

- sensibiliser le grand public pour l'inciter à agir de manière durable ;
- aider à la sensibilisation et à l'éducation des jeunes dans les écoles et ailleurs dans la société ;
- mettre la pression sur les entreprises ou les pouvoirs publics afin qu'ils respectent, renforcent ou établissent les réglementations ;
- lancer des projets alternatifs innovants (financements alternatifs, groupes d'achats en commun, échange de service, habitat groupé...).

puceLe monde de l'enseignement peut :

Les écoles sont les **premiers chantiers** où appliquer les principes de la durabilité. Il est possible de s'inscrire dans des programmes qui aident les établissements à faire leur «analyse environnementale», à développer des projets d'amélioration qui touchent à tous les domaines.

- promouvoir l'économie des ressources (énergie, eau, matières premières).
- développer l'éco-consommation et la consommation durable.
- réduire toutes les formes de gaspillage.
- développer des projets de lutte contre la pauvreté chez nous ou ailleurs dans le monde.
- développer toutes les formes de participation des élèves et des professeurs à l'amélioration de l'école.
- travailler à l'offre alimentaire, aux règles de sécurité, à la prévention et à l'amélioration de la qualité de vie dans les locaux.
- se former à la résolution non-violente des conflits, à rapprocher les différentes cultures présentes dans l'école et à cultiver la richesse de cette diversité.

Les écoles sont les premiers **lieux de compréhension et d'interrogation** à propos du fonctionnement du monde et des sociétés humaines. Tous les sujets liés aux dimensions philosophiques, éthiques, scientifiques, techniques et économiques peuvent faire l'objet de recherches, d'études et d'acquisitions de compétences.

- introduire dans les cours des thèmes qui touchent à l'avenir de l'humanité et de sa planète.
- plus compliqué, mais plus passionnant : développer des projets qui impliquent plusieurs matières, plusieurs savoirs ou plusieurs champs éducatifs.
- relever des défis au profit de la communauté locale (le quartier, la ville).
- construire des outils de sensibilisation à l'intention des parents, du grand public...
- réaliser des travaux d'intérêt général, des expositions, des conférences qui touchent aux grands défis de notre temps...

Chaque individu peut :

- devenir citoyen responsable (voir chapitre suivant).
- devenir consommateur responsable (voir chapitre suivant).

Rappelons que les pays les plus riches se sont souvent protégés des menaces liées à la dégradation de l'environnement en édictant des lois, des règles et en promouvant des alternatives.

Ainsi, l'Europe a-t-elle imposé des directives pour encadrer l'activité industrielle et contraindre les fabricants à prendre au sérieux les impacts sur la santé. Il reste pourtant beaucoup à faire et souvent les débats entre scientifiques, chercheurs et les groupes de pression appelés lobbys financés par les producteurs tournent à l'avantage de ces derniers. Nous sommes dans un contexte de concurrence économique entre l'Europe, les États-Unis, le Japon, et les économies émergentes.

On hésite, on conteste, on commande de nouvelles études (parfois payées par l'industrie elle-même) et on tarde à prendre les choses au sérieux.

L'industrie, elle, évoque le surcoût représenté par la protection de l'environnement et la menace de perdre des parts de marché au profit de régions du monde où les règles protègent moins l'environnement et la santé. Bref, l'intérêt économique empoisonne de nombreux débats.

Si la recherche progresse, il reste de nombreux débats autour de la toxicité, de la dangerosité et les seuils des doses acceptables ou dangereuses.

La recherche a du mal à trouver du financement et de nombreux chercheurs en manque de financements neutres (publics) sont tentés d'aller chercher les fonds parfois auprès des entreprises dont ils analysent les produits. Enfin, la recherche scientifique et ses résultats sont souvent masqués par le lobby de la publicité et du marketing.

Bref, il ne faut pas se le cacher, la tâche est énorme et éclairer le citoyen sur toutes ses questions est un rôle fondamental que l'école, les associations, les médias et les chercheurs doivent jouer.

Imprimer

Vous êtes ici : [Vivre](#) » [Relations Homme-planète](#) » [Demain](#) » [Agir dans la vie quotidienne](#)

3.3. AGIR DANS LA VIE QUOTIDIENNE

I. DEVENIR UN CITOYEN RESPONSABLE



Chacun d'entre nous est d'abord un citoyen du monde, c'est-à-dire qu'il fait partie de la société des humains et qu'il a un rôle à jouer. Nous avons la chance de vivre dans un état démocratique où chacun a le droit de s'exprimer librement et de s'engager dans la cause qui lui tient à cœur. En tant que citoyen responsable, chacun de nous peut donc choisir de jouer un rôle actif dans la société et ainsi contribuer à faire de la Terre un monde meilleur.

Par des petits gestes, chacun contribue à construire une société plus solidaire et plus juste. Cela peut prendre de nombreuses formes :

À quoi reconnaît-on un citoyen responsable ?

- Il s'engage à lire et à s'informer pour comprendre le monde.
- Il s'engage et participe aux projets d'associations qui sensibilisent la population.
- Il s'engage dans sa commune, dans son quartier.
- Il participe à des campagnes de défense des droits de l'Homme, de lutte contre la pauvreté ou de protection de la nature ou tout simplement accueille ces campagnes positivement.
- Il témoigne d'un respect pour toutes les formes de vie, les ressources, le climat...
- Il parle ouvertement de ces questions sans se laisser convaincre par des arguments ou des idéologies faciles.
- Il interpelle ou informe ses proches, ses voisins, les femmes et Hommes politiques locaux.

Pour désigner un citoyen responsable, on parle aussi parfois d'« éco-citoyen ».

Voici quelques pistes concrètes pour agir en tant que citoyen responsable :

puceDes nombreuses **associations et organisations** se mobilisent pour des causes diverses : protection de la nature, intégration sociale, droits de l'Homme, égalité des chances, rapports Nord/Sud, etc. On peut les soutenir en participant à leurs manifestations, en faisant un don ou en devenant membre. Mais pourquoi ne pas aller plus loin et leur proposer nos services en tant que bénévole actif ?

puceDe nombreuses initiatives **d'économie parallèle** se créent un peu partout. Il existe, par exemple, des Systèmes d'Échanges Locaux (SEL) où les affiliés troquent des services gratuitement ; ainsi une personne peut proposer du baby-sitting et recevoir des cours de guitare en échange. Dans le même ordre d'idées, se sont créés des systèmes de troc de vêtements, de plantes, de livres, etc. Et pourquoi ne pas partir en vacances en échangeant sa maison avec celle d'une autre famille ou être hébergé par des membres d'un club d'hospitalité ? Tout ça, sans dépenser un sou !

puceLes **producteurs et agriculteurs locaux** se battent souvent pour assurer leur survie. On peut les soutenir en achetant leurs produits. En même temps, on fait un geste pour l'environnement car les produits qu'ils vendent n'ont pas été transportés sur de grandes distances. Il existe aujourd'hui des systèmes de paniers, auxquels on peut s'abonner et ainsi recevoir chaque semaine sa ration de fruits et légumes locaux, de saison et bios. On peut aussi rejoindre un Groupement d'Achat en Commun (GAC) qui assure aux producteurs une demande régulière pour leurs produits. Si un tel service n'existe pas encore dans votre quartier, pourquoi ne pas en créer un ?

puceLe **tourisme** peut aussi être un acte **solidaire**. Par exemple, en participant à un chantier international où l'on rencontre des jeunes d'autres pays autour d'un projet écologique ou social. Ou en partant avec une agence d'éco-tourisme, de tourisme solidaire ou éthique, qui créent des emplois et respectent les cultures locales sans mettre en péril la nature qu'on est venu contempler.

puceL'**amusement, la détente et la culture** peuvent se faire en lui donnant un sens. Ces dernières années, de nombreux festivals alternatifs ont vu le jour. On peut donc aller écouter de la musique et danser tout en soutenant une initiative solidaire. Et pourquoi ne pas contribuer activement au bon déroulement de l'évènement en tant que bénévole ?

Plus d'infos ?

Les foires au savoir-faire sont une excellente occasion pour prendre goût au « fait maison ». On y apprend, par exemple, à tricoter une écharpe, fabriquer un chapeau en feutre, fabriquer ses produits cosmétiques et d'entretien avec des ingrédients naturels, cuisiner des bons petits plats végétariens et une multitude d'autres choses qui évitent les achats inutiles.

Pour certains services, on peut aussi faire appel à une **entreprise d'économie sociale**, dont le premier but, au lieu du chiffre d'affaires, est la création d'emplois et la formation de personnes souvent peu qualifiées.

On peut encore utiliser certains **services éthiques, écologiques ou solidaires** comme, par exemple, les voitures partagées, les banques éthiques, le compostage des déchets verts, etc.

II. DEVENIR UN CONSOMMATEUR RESPONSABLE

Nous avons parfois l'impression d'être impuissants face aux enjeux du monde. Qu'est-ce qu'une personne seule peut bien faire face à la politique, aux entreprises et aux 7 milliards d'humains face à l'immensité de la tâche ?

Nous avons vu que les citoyens que nous sommes tous disposent de nombreux moyens pour agir. Ce n'est pas tout. N'oublions pas que **chacun d'entre nous pèse un poids par ses achats** ! Nous finançons les entreprises et ainsi soutenons indirectement leur politique. Quoi de plus simple que de décider de ne plus acheter un certain produit parce qu'il ne respecte pas les droits des travailleurs ou pollue l'environnement. Chaque fois, c'est un choix, une décision personnelle. **Je peux décider d'ouvrir l'oeil, d'être attentif ou au contraire d'être complice et de me voiler la face.**

Si chacun fait ce pas, ça peut changer le monde. Chaque consommateur (et nous en sommes tous !) a une carte à jouer : celle d'un avenir ouvert ou celle d'un présent fait de consommation irréfléchie. Décider de devenir un consommateur responsable peut faire toute la différence !

Un consommateur responsable (aussi appelé éco-consommateur ou consom'acteur) satisfait ses besoins en respectant l'environnement et les êtres humains. Il s'alimente, se déplace, se loge, s'amuse, travaille, nettoie, voyage... bref, il vit en tenant compte des impacts de ses activités sur la planète et ses habitants.

Éco-consommer signifie adopter des comportements :

> conscients :

- des déséquilibres environnementaux de la planète
- des inégalités économiques, sociales et culturelles entre les Hommes

> respectueux :

- de l'environnement
- de la santé et du bien-être
- des droits de l'Homme

> contribuant à :

- la satisfaction des besoins actuels sans altérer la possibilité des générations futures à satisfaire les leurs

L'éco-consommateur pose donc des choix réfléchis :

- avant l'achat
- lors du choix d'un produit et d'un service
- lors de l'utilisation des produits et des ressources
- après l'utilisation des produits

Mais l'éco-consommation va encore plus loin. C'est aussi une manière de vivre et d'agir. Cet engagement individuel peut se manifester par des actes simples, comme refuser des sacs plastiques, se déplacer à vélo ou boycotter une marque qui ne respecte pas ses travailleurs ou l'environnement.

1. L'éco-consommation en pratique

Chacun peut devenir éco-consommateur en adaptant son comportement selon l'adage **consommer moins, mieux et autrement**.

Consommer moins

> « Être solidaire »,
Hélène BINET et Emmanuelle VIBERT, Collection *Et si on vivait autrement ?*, Éditions Plume de carotte pour les Magasins Nature&Découverte, mars 2008.

> « Être Consom'acteur »,
Hélène BINET et Emmanuelle VIBERT, Collection *Et si on vivait autrement ?*, Éditions Plume de carotte pour les Magasins Nature&Découverte, février 2007.

« À chaque fois que nous faisons nos courses, nous opérons des choix de produits, de prix, de qualité ; mais nous achetons aussi les conditions de travail de ceux qui produisent, les conditions de fabrication, d'évolution et de destruction des produits et donc leur impact sur la planète. Quand on achète un produit, on achète aussi le monde qui va avec... »

LE SAVIEZ-VOUS ?

En Wallonie, le Réseau Eco-consommation mène une réflexion sur cette thématique et propose des pistes concrètes pour le grand public.

Pour sa part, le CRIE d'Anlier a développé un outil « la malle consom'acteur » qui permet de travailler ces problématiques.

Plus d'infos ?

- www.ecoconso.be
- www.crieanlier.be

De nombreux achats de la vie quotidienne sont inutiles. Nous avons souvent tendance à confondre besoin et envie. Avant tout nouvel achat, je peux donc me demander s'il est vraiment nécessaire. Ai-je vraiment besoin de ce GSM dernière génération, alors que mon ancien fonctionne encore très bien, ou est-ce juste une envie d'avoir un nouveau gadget ? Ai-je vraiment besoin de ce jeans, alors que j'en ai déjà cinq dans ma garde-robe, ou est-ce juste une envie d'être à la dernière mode ? Pour un avenir durable, il sera indispensable de réduire nos envies. Celles-ci nous sont souvent imposées par la publicité, la pression des amis, de la classe, des voisins, bref de la société qui nous entoure. À chaque fois que nous faisons le choix de ne pas acheter un bien, celui-ci n'a pas dû être produit, il n'a pas consommé de ressources et n'a eu aucun impact sur l'environnement ou sur les Hommes. C'est une évidence !

puceConsommer mieux

Quand un achat est indispensable, je ne suis pas toujours obligé d'acheter un produit neuf. Peut-être qu'autour de moi, quelqu'un veut justement se débarrasser d'un objet que je cherche ? Je peux peut-être le trouver dans une brocante, un magasin de seconde main ou sur Internet ? Ça s'appelle le réemploi et permet de donner une seconde vie aux objets. Ainsi, un objet réemployé remplace un objet neuf qui, du coup, n'a pas consommé de ressources pour être fabriqué et n'a pas eu d'impact sur l'environnement. Encore une évidence !

Le marché des biens de seconde main a explosé ces dix dernières années, en particulier grâce à Internet et des sites comme eBay ou 2ememain.be.

Je peux aussi prolonger la durée de vie de mes objets. En choisissant d'emblée des produits de bonne qualité, réparables en cas de panne et que j'entretiens afin qu'ils durent le plus longtemps possible.

puceConsommer autrement

Quand j'achète un produit neuf, je peux encore poser des choix judicieux pour épargner les ressources et préserver l'environnement. Par exemple, je privilégie des objets fabriqués à partir de matériaux recyclés ou renouvelables qui seront recyclables à la fin de leur vie. Je privilégie des produits non toxiques ou des aliments issus de l'agriculture locale biologique ou du commerce équitable.

L'important n'est pas de réussir à chaque coup un achat durable, mais bien de s'obliger à se poser chaque fois les bonnes questions. Se forcer à sortir du conditionnement « la seule bonne affaire est l'objet le moins cher ! »

2. Devenir éco-consommateur au quotidien : les bonnes questions au bon moment

puceAvant l'achat

Acheter juste ce qui est nécessaire constitue un premier pas important pour économiser les ressources de la planète et réduire l'impact sur l'environnement.

- Un grand nombre d'objets qui nous sont proposés par la publicité sont loin d'être indispensables. Pour s'en rendre compte, il suffit de faire le tour de ses armoires et de repérer tous les objets qui s'y entassent alors qu'on ne les utilise jamais. Alors, à chaque envie d'achat, je me demande : en ai-je vraiment besoin ?
- Je peux aussi me demander s'il m'est possible d'**emprunter ou partager** avec mes amis ou mes voisins **ou de louer** l'objet dont j'ai besoin. Je peux, par exemple, échanger des films, des livres de la musique avec mes amis, emprunter l'appareil à fondue de ma voisine et lui prêter en échange mon scanner. Les DVDthèques, médiathèques, bibliothèques et ludothèques permettent de découvrir les dernières nouveautés en matière de films, de musique, de livres et de jeux sans encombrer ma chambre et sans me ruiner

puceAu moment de l'achat

Certains achats sont bien sûr indispensables. Je choisis de manière réfléchie.

- **J'évite les achats spontanés ou le danger du « coup de foudre ».** Ce nouveau GSM dont on fait la pub pour le moment est trop génial et il me le faut absolument, alors que mon ancien fonctionne encore très bien. Pour ne pas se laisser embobiner par le marketing et l'effet de mode, il faut se laisser le temps de réflexion et comparer les offres.
- Nous avons déjà évoqué la possibilité d'achat en **seconde main**. C'est surtout le cas pour les vêtements, les meubles ou les livres, mais aussi les vélos, les mobylettes et le matériel informatique.
- Je tiens compte du **cycle de vie** des produits et des services : **critères** environnementaux, sociaux, éthiques et de santé lors de l'achat et mon choix se porte sur le meilleur rapport environnement/social/prix. Concrètement, je privilégie des produits et services :
 - **peu énergivores** à l'utilisation, mais également à la fabrication et au transport ;
 - **à longue durée de vie**. Il est plus économique de privilégier un produit robuste qui – le cas échéant – pourra être réparé ;
 - **fabriqués à partir de matières recyclées**. Ceci vaut surtout pour le papier, le papier essuie-tout, le papier WC, les mouchoirs en papier...;
 - **fabriqués en matières recyclables** afin qu'ils puissent être retransformés en matières premières après leur utilisation ;

Petit exercice sympa :

Videz les armoires de votre chambre et réalisez trois tas :

- ce qui est indispensable à la vie de tous les jours ;
- ce que vous utilisez une fois par mois ;
- ce que vous n'utilisez jamais.

Faites le compte des dépenses utiles et superflues.

Autres bons plans :

- De nombreux magasins de bricolage proposent la location d'outils.
- Certaines villes proposent aujourd'hui des systèmes de location de vélos qui permettent de circuler librement et à peu de frais.
- Dans le même ordre d'idées, l'association « Cambio » propose un système de voitures partagées dans plusieurs grandes villes en Belgique (www.cambio.be).

Plus d'infos ?

- qui **génèrent peu de déchets**. J'évite le suremballage, les portions individuelles et les produits jetables ;
- **issus du commerce éthique ou équitable**, fabriqués dans des conditions qui respectent les travailleurs du Sud en leur garantissant une rémunération correcte ;
- **fabriqués dans de bonnes conditions de travail et de santé pour les travailleurs**. Pour le savoir, nous pouvons nous informer sur les fabricants, leurs procédés de fabrication et les interpeller (en leur écrivant des lettres, en signant des pétitions, etc.);
- **qui ont un moindre impact sur la santé**. Pour les soins corporels et l'entretien de la maison, je choisis des produits écologiques, biodégradables et sans substances chimiques. Pour le jardin, j'évite les pesticides et les engrais synthétiques, des alternatives naturelles existent.

Pour l'alimentation :

- **J'évite le gaspillage**. 8 % des déchets ménagers sont des aliments non consommés, parfois encore dans leur emballage d'origine. Il vaut mieux ne pas faire ses courses le ventre vide et écrire une liste de courses.
- Je privilégie des aliments qui sont **issus de l'agriculture biologique**. La culture et l'élevage biologiques n'utilisent ni engrais chimiques ni pesticides de synthèse, ni antibiotiques. D'autres modèles d'agriculture, moins stricts, comme l'agriculture raisonnée peuvent aussi apporter leur contribution.
- Je choisis des **fruits et légumes locaux et de saison**.
- Pour les produits comme le thé, le café ou le cacao, je privilégie les **produits issus du commerce équitable**.
- Quand c'est possible, j'achète mes aliments à **proximité** (en me rendant au magasin à pied) pour éviter les trajets inutiles et faire marcher le petit commerce. Et je n'oublie pas mon **sac réutilisable** pour les transporter.

puce Pendant l'utilisation

Une mauvaise utilisation peut réduire la durée de vie d'un appareil ou réduire à néant les avantages d'un produit « écologique ». Je veille donc à utiliser mes appareils et produits de manière durable :

- **Je respecte le mode d'emploi** de mes appareils (que je lis avant la mise en marche !), et je les entretiens régulièrement pour leur assurer une longue vie.
- **Je respecte les conseils de dosage et de manipulation** (qui se trouvent généralement sur le dos de l'emballage) des produits d'entretien et je les utilise avec parcimonie.
- À tout moment, **j'évite le gaspillage**. Par exemple, j'allume la télé seulement quand je la regarde et pas pour qu'elle tienne compagnie à mon chat.

puce Après l'utilisation

- Avant de jeter un objet, j'essaie de lui donner une **seconde vie** grâce à la réparation, le réemploi ou en lui donnant une nouvelle fonction. Si je ne lui vois plus d'utilité, je peux le vendre par Internet, dans un magasin de seconde main, lors d'une brocante ou le donner à un organisme caritatif ou une entreprise d'économie sociale qui répare les appareils défectueux.
- Si tout cela n'est pas possible, je **dépose l'objet** au parc à conteneurs de ma commune afin qu'il soit orienté vers une filière de recyclage.

C'est vrai qu'au début cela ne semble pas facile de changer ses comportements. Pourquoi ne pas commencer doucement avec un ou deux produits que je consomme régulièrement. Par exemple, en remplaçant les céréales du petit déjeuner par un équivalent issu de l'agriculture biologique ou du commerce équitable. Et à midi, au lieu d'accompagner mon repas d'un soda, je me sers de la carafe d'eau. Une fois ces changements atteints, je peux passer au point suivant. Pourquoi ne pas me rendre à l'école ou à mon lieu de travail à pied ou en vélo. Si j'habite trop loin, je peux prendre le bus, le train ou faire du covoiturage. Petit à petit, j'intégrerai les gestes de l'écoconsommateur et un jour, ce sera devenu tout à fait naturel !

Imprimer

De nombreux labels et pictogrammes existent afin d'indiquer si un produit est durable.

> Voir la fiche info (cahier 4 : Outils) « LABELS ET PICTOGRAMMES »

Plus d'infos ?

> Voir la fiche info (cahier 4 : Outils) « LES CONDITIONS DE TRAVAIL » et « LE COMMERCE ÉQUITABLE »

Des produits bios qui viennent de loin sont-ils durables ?

Les aliments bios qui viennent de l'étranger ont souvent un lourd bilan carbone dû au transport. Quand j'ai le choix entre une pomme bio de Nouvelle-Zélande et une pomme non-bio mais cultivée en Belgique, laquelle faut-il privilégier ? Les meilleurs choix sont toujours les aliments qui combinent ces trois caractéristiques : bio, local et de saison. Mais il n'est pas aisé de trouver de tels aliments. Le cas échéant, veillons à ce que l'aliment acheté réponde au moins à un de ces critères.

Plus d'infos ?

> Sur le cycle de vie d'un produit, Voir la fiche info (cahier 4 : Outils) « LE CYCLE DE VIE D'UN PRODUIT »

> Sur l'éco-consommation Lisez la brochure « Et si mieux consommer faisait toute la différence ? », éditée par le Réseau Éco-consommation, 2007.

Adressez-vous directement au Réseau Éco-consommation : 081/730 730, info@ecoconso.be, ou consultez son site Internet : www.ecoconso.be